



Rapport financier semestriel 2014

**Société Anonyme au capital de 2 662 782 euros
Tour Gallieni II
36 Avenue du Général-de-Gaulle
93170 BAGNOLET**

SOMMAIRE

1. Rapport semestriel d'activité	3
1.1. Résultats du premier semestre 2014	3
1.2. Synthèse et perspectives	3
1.3. Gestion des risques et parties liées	4
2. États financiers intermédiaires consolidés résumés	5
2.1. État de la situation financière	5
2.2. Compte de résultat et état du résultat global	6
2.2.1. Compte de résultat.....	6
2.2.2. État du résultat global	6
2.3. Tableau des flux de trésorerie consolidés.....	7
2.4. Tableau de variation des capitaux propres consolidés	8
2.5. Notes annexes aux états financiers intermédiaires consolidés résumés	9
2.5.1. Informations générales	9
2.5.2. Principes et méthodes comptables.....	9
2.5.3. Faits caractéristiques et périmètre de consolidation	11
2.5.4. Notes sur l'état de la situation financière	13
2.5.5. Notes sur le compte de résultat consolidé.....	17
2.5.6. Information sectorielle.....	19
2.5.7. Informations complémentaires.....	20
3. Attestation du responsable du rapport financier semestriel	21
4. Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	22

1. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

1.1. RÉSULTATS DU PREMIER SEMESTRE 2014

Le groupe **Infotel** a enregistré un bon premier semestre 2014, avec un chiffre d'affaires de 75,9 M€, en progression de 5,9 % par rapport au premier semestre 2013. Cette croissance est supérieure à la prévision de Syntec Numérique qui est de 1,1 % pour l'année.

Le pôle Services (95,4 % du CA) enregistre sur le semestre une hausse de 8,0 % à 72,4 M€ malgré un contexte économique toujours difficile et des prises de décision qui se décalent dans le temps. Néanmoins, la prospection commerciale continue d'être très active et la position de partenaire de référence des grands comptes conjuguée à l'expertise avérée sur la mobilité et les grandes bases de données confèrent à **Infotel** un solide avantage concurrentiel.

Le pôle Logiciels (4,6 % du CA) diminue avec un chiffre d'affaires de 3,5 M€ sur le semestre soit une décroissance de 24,57 % par rapport à fin juin 2013, qui bénéficiait d'un premier trimestre particulièrement élevé, grâce à de bonnes ventes des logiciels distribués par IBM. Le 1^{er} semestre 2014 a été plus conforme aux montants attendus. Pour le logiciel d'archivage, les équipes sont toujours mobilisées sur de gros appels d'offres et étudient de potentiels nouveaux partenariats. Afin d'accélérer ce processus de vente, le groupe a recruté un commercial.

Le **résultat opérationnel courant** s'établit, au premier semestre 2014, à 7,8 M€ (contre 6,4 M€ au premier semestre 2013), soit un taux de marge opérationnelle de 10,3 % contre 9,0 % au premier semestre 2013. Cette progression de 21,7 % est le résultat des mesures prises pour améliorer la rentabilité.

Le **résultat net** (part du groupe) de l'ensemble consolidé du semestre ressort à 5,0 M€ (contre 4,5 M€ au premier semestre 2013), soit un taux de marge nette de 6,6 %, en progression par rapport au taux de marge de 6,3 % au premier semestre 2013.

La trésorerie reste importante à 26,8 M€ au 30 juin 2014, en augmentation de 7,1 M€ par rapport aux 19,7 M€ au 30 juin 2013, et ce après le versement des dividendes.

1.2. SYNTHÈSE ET PERSPECTIVES

Compte tenu de ce bon premier semestre et de la solidité du modèle économique du Groupe (près de 70 % de l'activité Services réalisée avec des prestations forfaitisées), **Infotel** reste confiant sur ses perspectives annuelles.

1.3. GESTION DES RISQUES ET PARTIES LIÉES

Après avoir procédé à une revue des risques liés à son activité, **Infotel** considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs hormis ceux présentés en pages 15 à 19 du Document de référence 2013.

L'information sur les parties liées vous est communiquée à la note 2.5.7 des notes annexes aux comptes semestriels.

2. ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES CONSOLIDÉS RÉSUMÉS

2.1. ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

ACTIF <i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	30/06/2014	30/06/2013	31/12/2013
Écarts d'acquisition	1	10 974	10 974	10 973
Immobilisations incorporelles	2	5 864	5 328	5 637
Immobilisations corporelles	3	2 752	2 400	2 374
Autres actifs financiers	4	658	551	579
Titres mis en équivalence	5	17	46	58
Actifs d'impôts différés	8	798	607	1 026
ACTIFS NON COURANTS		21 063	19 906	20 647
Clients	6	41 008	34 872	47 507
Autres créances	6	3 845	3 500	4 321
Actifs d'impôts exigibles	9	3 647	4 087	3 515
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7	26 753	19 677	25 673
ACTIFS COURANTS		75 253	62 136	81 016
TOTAL ACTIF		96 317	82 042	101 664

PASSIF <i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	30/06/2014	30/06/2013	31/12/2013
Capital	10	2 663	2 663	2 663
Réserves liées au capital		7 581	7 581	7 581
Réserves et résultat consolidés		41 488	35 570	40 589
Actions propres	10	(121)	(279)	(268)
CAPITAUX PROPRES GROUPE	10	51 611	45 536	50 565
Intérêts minoritaires		228	121	217
CAPITAUX PROPRES		51 839	45 657	50 782
Emprunts			25	19
Provisions	11	2 478	2 302	2 607
Passifs d'impôts différés	8	371	243	378
PASSIFS NON COURANTS		2 849	2 570	3 004
Passifs financiers courants		-	-	2
Fournisseurs	12	12 890	10 844	12 689
Autres dettes	12	28 739	22 972	35 189
Passifs d'impôts exigibles		0	0	0
PASSIFS COURANTS		41 629	33 816	47 878
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		96 317	82 042	101 664

2.2. COMPTE DE RÉSULTAT ET ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

2.2.1. Compte de résultat

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	30/06/2014	30/06/2013	31/12/2013
Chiffre d'affaires		75 887	71 658	142 687
Achats consommés	13		(8)	763
Charges de personnel	14	(35 189)	(32 960)	(66 029)
Charges externes	13	(30 567)	(28 927)	(56 797)
Impôts et taxes		(1 061)	(1 141)	(2 377)
Dotations aux amortissements		(1 358)	(1 289)	(2 623)
Dotations et reprises aux provisions		100	(912)	(1 185)
Autres produits et charges courants		6	5	(104)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT		7 818	6 425	14 335
Autres produits et charges non courants		(109)	580	619
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL		7 709	7006	14 954
Produits financiers	15	128	111	182
Charges financières	15	(102)	(61)	(190)
RÉSULTAT FINANCIER	15	26	50	(8)
Charge d'impôt sur le résultat	16	(2 612)	(2 653)	(5 514)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		(41)	164	177
RÉSULTAT NET avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession		5 082	4 568	9 610
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession				
RÉSULTAT NET DE LA PÉRIODE		5 082	4 568	9 610
dont part du groupe		5 021	4 533	9 500
dont intérêts minoritaires		61	35	110

Résultat net par action – part du groupe	17	0,75	0,68	1,44
Résultat net dilué par action - part du groupe	17	0,75	0,68	1,44

2.2.2. État du résultat global

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2014	30/06/2013	31/12/2013
RÉSULTAT NET DE LA PÉRIODE	5 082	4 568	9 610
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			
RÉSULTAT GLOBAL DE LA PÉRIODE	5 082	4 568	9 610
dont part du groupe	5 021	4 533	9 500
dont intérêts minoritaires	61	35	110

2.3. TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2014	30/06/2013
RÉSULTAT NET DE LA PÉRIODE	5 082	4 568
Dotations nettes aux amortissements et provisions	978	2 037
Plus ou moins-values de cession		(604)
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	41	(164)
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT APRÈS COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET ET IMPÔTS	6 101	5 837
Coût de l'endettement financier net	(29)	40
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	2 612	2 653
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT AVANT COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET ET IMPÔTS	8 684	8 530
Impôts versés	(2 524)	(2 709)
Variation du BFR lié à l'activité	724	353
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ	6 884	6 174
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(1 720)	(1 274)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	9	570
Acquisitions d'immobilisations financières nettes des cessions		
Dividendes reçus / sociétés ME		
Variation des prêts et avances consentis	(80)	
Incidences des variations de périmètre		
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	(1 791)	(704)
Augmentation de capital (y compris souscription options)		
Rachats et reventes d'actions propres	685	(5)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(4 659)	(2 639)
Dividendes versés aux minoritaires de sociétés intégrées	(50)	
Intérêts nets versés	29	(40)
Autres flux liés aux opérations de financement		(6)
Encaissements liés aux nouveaux emprunts		
Remboursement d'emprunt	(19)	(6)
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	(4 014)	(2 697)
Incidence des variations des cours des devises	1	2
Variation de trésorerie nette	1 080	2 775
Trésorerie à l'ouverture	25 673	16 902
Trésorerie à la clôture	26 753	19 677

2.4. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

<i>En milliers d'euros</i>	Capital	Réserves liées au capital	Titres autodétenus	Réserves et résultats consolidés	Capitaux propres - part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Capitaux propres au 31 décembre 2012	2 663	7 581	(273)	34 016	43 987	193	44 180
Variation de capital et exercice d'options de souscription d'actions							
Opérations sur titres autodétenus			(4)		(4)		(4)
Dividendes				(2 639)	(2 639)		(2 639)
Résultat net de l'exercice			9	9 491	9 500	110	9 610
Variation des écarts de conversion				(8)	(8)		(8)
Sous-total Résultat global			9	9 483	9 492	110	9 602
Autres				(271)	(271)	(85)	(356)
Capitaux propres au 31 décembre 2013	2 663	7 581	(268)	40 589	50 565	217	50 782
Opérations sur titres autodétenus			147	535	682		682
Dividendes				(4 659)	(4 659)	(50)	(4 709)
Résultat net de l'exercice				5 021	5 021	61	5 082
Variation des écarts de conversion				2	2		2
Sous-total Résultat global				5 023	5 023	61	5 084
Autres / Variation de périmètre							
Capitaux propres au 30 juin 2014	2 663	7 581	(121)	41 488	51 611	228	51 839

2.5. NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES CONSOLIDÉS RÉSUMÉS

2.5.1. Informations générales

Infotel SA (« la Société ») est une entreprise domiciliée en France.

La société **Infotel** exerce principalement une activité de développement et de commercialisation de logiciels et de maintenance de ces logiciels de même que ses filiales françaises et étrangères : Infotel Corporation, Infotel GmbH, Insoft Software GmbH et Archive Data Software. Ses filiales Infotel Conseil, Infotel Monaco et Infotel Business Consulting exercent une activité de prestations de services informatiques.

Les états financiers consolidés de la société pour le premier semestre 2014 comprennent la Société et ses filiales (l'ensemble désigné comme « le Groupe »).

Sauf indication contraire, les comptes sont exprimés en milliers d'euros, l'euro correspondant à la monnaie de présentation du Groupe.

Les informations communiquées en annexe aux comptes font partie intégrante des états financiers d'**Infotel** au 30 juin 2014 arrêtés par le Conseil d'administration du 27 août 2014.

2.5.2. Principes et méthodes comptables

Les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2014 ont été préparés conformément à la norme IAS 34 « Information Financière Intermédiaire » et le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne au 30 juin 2014 (disponible sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm).

Les comptes consolidés de l'exercice 2013 ont été établis selon les normes comptables internationales adoptées par l'Union Européenne, disponibles sur le site internet : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Les principes et méthodes comptables utilisés pour la préparation des états financiers semestriels résumés sont conformes à ceux retenus pour la clôture annuelle au 31 décembre 2013, à l'exception des normes, amendements et interprétations IFRS adoptés par l'Union Européenne et applicables de manière obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2014 et au 30 juin 2014, présentés ci-dessous :

- IFRS 10 États financiers consolidés : Cette nouvelle norme remplace IAS 27 ainsi que l'interprétation SIC 12 (consolidation des entités ad hoc).
La norme IFRS 10 introduit un nouveau modèle unique de contrôle défini comme suit : « un investisseur contrôle une entité lorsqu'il est exposé ou qu'il a le droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'il a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'il détient sur celle-ci ». Auparavant, le contrôle était fondé sur le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir des avantages de ses activités.
Le Groupe a mené, dans ce cadre, des travaux sur ces participations non détenues totalement afin de valider la nature du contrôle exercé sur celles-ci et ainsi confirmer leur mode de consolidation.
Cette analyse conduit à conserver les méthodes de consolidation pour les entités Infotel Business Consulting et Archive Data Software.
- IFRS 11 Accords conjoints
Cette nouvelle norme ne trouve pas à s'appliquer dans les comptes d'Infotel.
- IFRS 12 Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités : IFRS 12 intègre les informations à fournir relatives aux participations dans des filiales, dans des accords conjoints, dans des entreprises associées et dans des entités structurées non consolidées. Cette norme s'appliquera pour la première fois au Groupe lors de l'établissement des états financiers au 31 décembre 2014. Au 30 juin 2014, les nouveautés ne trouvent pas à s'appliquer.
- Amendements à IFRS 10, 11 et 12 « Dispositions transitoires », sans incidence sur les comptes
- IAS 28 amendée « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises », sans incidence sur les comptes.
- Autres normes et interprétations sans incidence : IAS 32 amendée « Compensation d'actifs et de passifs financiers » ; et modifications d'IAS 36 « Informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers ».

Le Groupe n'a anticipé aucune des nouvelles normes et interprétations ci-après dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2014.

- IFRS 9 « Instruments financiers, classification et évaluation » ;
- IFRS 9 « Instruments financiers, comptabilité de couverture » ;
- IFRS 15 « Produits des activités ordinaires issus des contrats clients » ;
- Amendements à IAS 19 « Régimes à prestations définies, cotisations des membres du personnel » ;
- Amendements à IFRS 11 « Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans des activités conjointes » ;
- Amendements à IAS 16 et IAS 38 « Éclaircissements sur les modes d'amortissement acceptables » ;
- Améliorations annuelles, cycle 2010-2012 ;
- Améliorations annuelles, cycle 2011-2013 ;
- IFRIC 21 « Droits ou taxes ».

Utilisation d'hypothèses et d'estimation

La préparation des états financiers consolidés conformément aux normes IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables et hypothèses déterminantes qui peuvent affecter la valeur comptable de certains éléments d'actifs et passifs, de produits et de charges et de certaines informations données dans les notes annexes.

La direction est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables du Groupe. Les domaines pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives au regard des états financiers consolidés concernent notamment l'évaluation des factures à établir de royalties IBM et l'activation des frais de développement.

Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en appliquant la méthode de l'acquisition conformément à IFRS 3 R. Selon cette méthode, l'acquéreur achète des actifs nets et comptabilise à leur juste valeur les actifs et passifs acquis et les passifs éventuels assumés.

L'écart d'acquisition représente la différence constatée entre le coût d'acquisition des titres (y compris les éventuels compléments de prix qui sont enregistrés lorsqu'ils sont probables et que leur montant peut être mesuré de façon fiable) et la quote-part acquise de la juste valeur des actifs et passifs et passifs éventuels identifiés à la date d'acquisition.

Infotel dispose d'un délai de douze mois pour finaliser la valorisation de ces actifs et passifs.

Immobilisations incorporelles acquises séparément

Elles correspondent à des logiciels acquis enregistrés à leur coût d'acquisition et à des relations clientèle évaluées à leur juste valeur dans le cadre d'une démarche d'affectation du prix d'acquisition d'entités faisant l'objet d'un regroupement d'entreprises si elles remplissent les conditions définies dans IFRS 3 R.

2.5.3. Faits caractéristiques et périmètre de consolidation

Faits caractéristiques

- La société Infotel a procédé à la cession d'une partie de ses actions propres. Cela a dégagé une plus-value brute de 754 k€. Ce montant net de l'impôt a été classé dans les capitaux propres.
- Le contrôle fiscal initié en 2012 s'est finalisé au cours du 2^e trimestre 2013. La proposition de redressement a été reçue en juillet 2013 et a été contestée. Suite à ce courrier, il a été reçu en juin 2014 une notification qui est elle-même contestée dans son intégralité.
- La société Infotel Conseil a eu un contrôle URSSAF en 2013 sur les années 2010, 2011 et 2012. La notification a été reçue et est contestée pour la totalité du redressement. Il a été obtenu gain de cause, et le contrôle s'est soldé par un remboursement de cotisations.

Liste des sociétés consolidées

Nom de la société	Siège social	N° Siren	Méthode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêt	Pays d'activité
Infotel S.A.	Tour Gallieni II – 36 av. Général-de-Gaulle 93170 Bagnole	317 480 135	Société mère - tête de groupe			France
Infotel Conseil S.A.S.	6 rue des Gravieres 92200 Neuilly-sur-Seine	344 122 262	IG	100 %	100%	France
Infotel Business Consulting	6 rue des Gravieres 92200 Neuilly	530 823 020	IG	75 %	75 %	France
Archive Data Software	1, rue Claude Chappe 69370 Saint-Didier-au- Mont-d'Or	518 038 542	MEE	33 %	33 %	France
Infotel GmbH	Walter – Kolb Straße 9 - 11 60594 – Frankfurt/Main	11957111445	IG	100 %	100 %	Allemagne
Insoft Software GmbH	Derendorfer Str.70 40479 Düsseldorf	10357360260	IG	100 %	100 %	Allemagne
Infotel Corporation	P.O Box 5158 Gulfport, FL 33737	592 644 116	IG	100 %	100 %	États-Unis
Infotel Monaco	21 boulevard d'Italie Monaco	01 S 03972	IG	100 %	100 %	Monaco

2.5.4. Notes sur l'état de la situation financière

Note 1 – Écarts d'acquisition

(en milliers d'euros)	31/12/2013	Augmentation	Diminution	30/06/2014
Infotel Conseil	9 200			9 200
Insoft Software GmbH	1 003			1 003
Empeiria	770			770
Total	10 973			10 973

Note 2 – Autres immobilisations incorporelles

(en milliers d'euros)	31/12/2013	Augmentation	Diminution	30/06/2014
Immobilisations				
Relations clientèle	2 489			2 489
Frais de développement	7 692	858		8 550
Brevets et licences	537	16		553
Total	10 718	874		11 592
Amortissements				
Relations clientèle	1 537	119		1 656
Frais de développement	3 032	505		3 537
Brevets et licences	511	23		534
Total	5 080	647		5 727
IMMOBILISATIONS NETTES	5 638	227		5 411

Les frais de développement inscrits à l'actif du Groupe au cours de l'exercice correspondent aux projets HPU, MP, HPU z/OS, Arcsys, Infoscope Sources, Infoscope Tests, Infoscope Oracle, Info Optimizer, Info Util, Info Recovery, JIRA, iDBA, Merge Backup, DB/IQ, Portail Web. Ils sont amortis sur la durée probable de vie du projet qui est généralement de 7 ans.

Note 3 – Immobilisations corporelles

(en milliers d'euros)	31/12/2013	Augmentation	Diminution	30/06/2014
Immobilisations				
Constructions	31			31
Autres immobilisations	7 862	845	101	8 606
Total	7 893	845	101	8 637
Amortissements				
Constructions	20	2		22
Autres immobilisations	5 499	457	91	5 863
Total	5 519	459	91	5 885
IMMOBILISATIONS NETTES	2 374	386	10	2 752

Note 4 – Autres actifs financiers

Il s'agit principalement de dépôts de garantie.

Note 5 – Participations dans les sociétés mises en équivalence

(en milliers d'euros)	Valeur au 31/12/2013	Variation de périmètre	Distribution de dividendes	Résultat de la période	Valeur au 30/06/2014
Archive Data Software	58			(41)	17
Total	58			(41)	17

Note 6 – Créances clients et autres créances

(en milliers d'euros)	30/06/2014	31/12/2013
Clients et comptes rattachés	35 555	46 099
Clients douteux	48	48
Factures à établir	5 489	1 400
Dépréciations	(40)	(40)
Valeur nette Créances Clients	41 008	47 507

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2014	31/12/2013
Créances sociales et fiscales (hors impôts différés)	2 495	2 622
Créances diverses	10	450
Charges constatées d'avance	1 340	1 249
Avances et acomptes versés	0	0
Total Autres Créances	3 845	4 321

Note 7 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2014	31/12/2013
Valeurs mobilières de placement	8 018	4 316
Disponibilités	18 735	21 357
Trésorerie à l'actif	26 753	25 673
Découvert bancaire	0	0
Trésorerie au passif	0	0
Trésorerie nette	26 753	25 673

Note 8 – Impôts différés

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2013	Variation de périmètre	Variation de la période	30/06/2014
Impôts différés actifs				
liés aux avantages au personnel	492		48	540
liés à la participation des salariés	400		(280)	120
liés aux autres différences temporelles	134		4	138
Total	1 026		(228)	798
Impôts différés passifs				
liés à l'élimination des provisions réglementées	1			1
liés aux relations clientèle	317		(39)	278
lié au retraitement de la moins-value sur échange des titres	22			22
liés aux autres différences temporelles	38		32	70
liés à la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises	0			0
Total	378		(7)	371

Note 9 – Impôts exigibles

(en milliers d'euros)	30/06/2014	31/12/2013
Impôts société	6	(103)
Crédit impôt recherche*	1 525	2 459
Crédit impôt compétitivité des entreprises	2 116	1 159
Actif d'impôts exigibles	3 647	3 515

* Le crédit d'impôt recherche 2012 n'étant toujours pas remboursé pour un montant de 2 145 k€, la société impute sa créance sur les échéances dues d'impôt sur les bénéfices. Le CICE correspond au CICE de 2013 et 2014.

Note 10 – Capitaux propres

Le capital social de 2 663 milliers d'euros est composé au 30 juin 2014 de 6 656 955 actions de 0,40 €, compte tenu de la multiplication par 5 du nombre d'actions décidée par l'assemblée générale du 21 mai 2014, ayant arrêté les comptes 2013, et mise en application début juin 2014.

L'assemblée générale mixte du 21 mai 2014 a décidé le versement d'un dividende de 3,5 euros par action, versé en juin 2014. Du fait des actions auto détenues, le règlement des dividendes aux tiers s'élève à 4 659 milliers d'euros.

Aucune action gratuite n'a été attribuée au cours de la période.

Note 11 – Provisions pour risques et charges

(en milliers d'euros)	31/12/2013	Dotations	Utilisations	Reprises	30/06/2014
Litiges	281	187	148		320
Contentieux	827			292	535
Départ en retraite	1 104	118			1 222
Primes d'ancienneté	374	23			397
Écart de conversion	21			21	
Provisions pour risques et charges	2 607	328	148	313	2 474

Les provisions pour litiges concernent des litiges salariaux (133 k€) et un litige avec un fournisseur (187 k€). L'utilisation de 148 k€ concernent les litiges salariaux. Cette reprise est classée dans les frais de personnel dans le compte de résultat

Les provisions pour départ en retraite et primes d'ancienneté sont calculées selon les mêmes méthodes que celles retenues pour l'exercice clos le 31 décembre 2013. Au 30 juin 2014, le montant non provisionné car couvert par un contrat d'assurance estimé à 202 k€ (la valeur au 31 décembre était de 197 k€). Les dotations et reprises sont classées en charges de personnel dans le compte de résultat.

Infotel Conseil a fait l'objet d'un contrôle fiscal et une proposition de redressement a été adressée en juillet 2013 à la société. Celle-ci porte essentiellement sur le crédit impôt recherche (CIR) activé par la société au cours des exercices 2009, 2010 et 2011, et le montant concerné s'élevait à 2 531 k€ et a été ramené à 588 k€. Cette dernière notification est également contestée.

Le CIR reposant sur un nombre de jours valorisés, on a décomposé les prétentions de l'administration en journées incontestablement dévolues à la recherche et en journées qui peuvent donner lieu à discussion. En conséquence la provision a été ramenée au 30 juin 2014 à 535 k€.

Note 12 – Fournisseurs et autres passifs courants

(en milliers d'euros)	30/06/2014	31/12/2013
Fournisseurs	12 890	12 689
Dettes sociales et fiscales	22 586	24 254
Autres dettes	190	765
Produits constatés d'avance	5 963	10 170
Total	41 629	47 878

2.5.5. Notes sur le compte de résultat consolidé

Note 13 – Achat et charges externes

(en milliers d'euros)	30/06/2014 (6 mois)	30/06/2013 (6 mois)	31/12/2013 (12 mois)
Sous-traitance	25 949	24 516	47 755
Autres charges externes	4 597	4 403	9 042
Autres achats	21	8	(763)
Total	30 567	28 935	56 034

Note 14 – Charges de personnel et effectif

(en milliers d'euros)	30/06/2014 (6 mois)	30/06/2013 (6 mois)	31/12/2013 (12 mois)
Rémunérations	25 625	22 799	47 630
CICE (crédit impôt compétitivité des entreprises)	(957)	574	(1 159)
Charges sociales	11 759	10 985	22 005
Participation des salariés aux résultats	358	325	1 169
Engagements au titre des indemnités de fin de carrière	141	174	277
Provision litige salarié	(148)	(118)	(281)
Frais de développement activés	(1 108)	(1 301)	(2 440)
Crédit d'impôt recherche sur charges de personnel non activées	(200)	(205)	(592)
Amortissement du crédit d'impôt recherche rattaché aux frais de développement	(254)	(224)	(463)
Remboursements CPAM et FAFIEC	(27)	(49)	(116)
Total des charges de personnel	35 189	32 960	66 029

L'effectif du Groupe pour le semestre clos le 30 juin 2014 est de 1 186 salariés. Sur l'exercice 2013, l'effectif au 31 décembre 2013 était de 1 120 salariés.

Note 15 – Résultat financier

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2014 <i>(6 mois)</i>	30/06/2013 <i>(6 mois)</i>	31/12/2013 <i>(12 mois)</i>
Rémunération des comptes à terme	63	64	56
Plus-values nettes sur cession de valeurs mobilières de placement	33	47	110
Intérêts des comptes courants bancaires	(56)	(61)	(118)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	40	50	48
Gains de change	31	15	16
Pertes de change	(45)	(15)	(72)
Autres produits et charges financières	(14)	0	(56)
Résultat financier	26	50	8

Note 16 – Impôts sur les résultats

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2014 <i>(6 mois)</i>	30/06/2013 <i>(6 mois)</i>	31/12/2013 <i>(12 mois)</i>
Impôt à payer au titre de l'exercice	1 676	1 801	4 314
Impôts différé	221	137	(206)
Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises	715	715	1 406
Charge d'impôts	2 612	2 653	5 514

Note 17 – Résultat par action

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2014 <i>(6 mois)</i>	30/06/2013 <i>(6 mois)</i> <i>Retraité (*)</i>	31/12/2013 <i>(12 mois)</i> <i>Retraité (*)</i>
Résultat net part du groupe	5 021	4 533	9 556
Nombre d'actions composant le capital social	6 656 955	6 656 955	6 656 955
Dont actions propres détenues	6 031	12 167	11 740
Nombre moyen pondéré d'actions sur l'exercice	6 656 955	6 596 120	6 598 255
Résultat par action	0,75	0,68	1,44
Nombre moyen de stock options potentielles dilutives en circulation	0	0	0
Nombre moyen d'actions gratuites en circulation	0	0	0
Nombre moyen d'actions dilutives du capital social	0	0	0
Résultat dilué par action	0,75	0,68	1,44

(*) Retraitement 30 juin 2013 et 31 décembre 2013 : Le nombre d'actions a été multiplié par 5 lors de l'assemblée générale du 21 mai 2014, ayant arrêté les comptes 2013, et mise en application début juin 2014. Afin d'avoir des données comparatives cette augmentation a été prise en compte sur les données de 2013, qui sont donc des données retraitées.

2.5.6. Information sectorielle

État du résultat net de la période par secteur

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2014			30/06/2013			31/12/2013		
	Logiciels	Services	Total	Logiciels	Services	Total	Logiciels	Services	Total
Chiffre d'affaires	3 509	72 377	75 886	4 652	67 006	71 658	8 183	134 504	142 687
Résultat opérationnel courant	1 366	6 342	7 708	2 264	4 161	6 425	3 397	11 030	14 427
Résultat net	887	4 195	5 082	2 114	2 114	4 568	2 190	7 475	9 665

Répartition du chiffre d'affaires par zones géographiques

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2014		30/06/2013		31/12/2013	
France	66 502	87,6 %	62 041	86,7 %	125 595	88,3 %
Europe	7 143	9,4 %	6 260	8,7 %	11 923	8,3 %
États-Unis	2 241	3,0 %	3 357	4,6 %	5 169	3,4 %
Total	75 886	100 %	71 658	100 %	142 687	100 %

2.5.7. Informations complémentaires

Engagements hors bilan

Aucun changement significatif ayant affecté les engagements hors bilan n'est intervenu depuis le 31 décembre 2013.

Événements postérieurs à la date de clôture

Néant

Informations sur les transactions avec les parties liées

Aucun changement significatif ayant affecté les transactions avec les parties liées n'est intervenu depuis le 31 décembre 2013.

3. ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint, présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Bagnolet, le 26 août 2014

Michel Koutchouk,
Directeur général délégué.

4. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées générales et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société INFOTEL, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I- Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS34 – Norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le traitement comptable des risques à caractère fiscal, qui est exposé dans la note 11 des notes annexes relative aux provisions pour risques et charges.

II- Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Neuilly sur Seine, le 27 août 2014

Les Commissaires aux Comptes

AUDIT CONSULTANTS ASSOCIES

CONSTANTIN ASSOCIES

Member of Deloitte Touche Tohmatsu Limited

Jacques RABINEAU

Jean Paul SEURET